

REPUBLIQUE FRANCAISE  
PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

ETABLISSEMENTS DANGEREUX  
INSALUBRES OU INCOMMUNES

N° 8103

C = 495

Arrêté n° 70 DAGR 2 EC 281 autorisant  
les Etablissements PORTA à installer un dépôt  
de gaz combustibles liquéfiés à VERT-SAINT-DENIS

ETABLISSEMENT DE 2ème CLASSE

LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE  
Officier de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 19 décembre 1917 modifiée et le décret du 1er avril 1964 relatifs aux établissements dangereux insalubres ou incommodes

VU le décret du 24 décembre 1919 modifié et complété par les décrets des 20 Mai 1953, 15 Avril 1958, 17 Octobre 1960 et 19 août 1964 publiant la nomenclature des établissements dangereux insalubres ou incommodes

VU l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes

VU l'arrêté préfectoral du 10 février 1965 déterminant, en application de l'article 24 du décret du 1er avril 1964, les prescriptions générales à imposer aux industries rangées dans la 3ème classe

VU le décret du 1er avril 1939 instaurant une procédure d'urgence pour les demandes de construction des dépôts d'hydrocarbures

VU la demande présentée le 11 juin 1970 par la Société PORTA dont le siège social est 28, boulevard Gambetta à Melun, à l'effet de transférer à VERT-SAINT-DENIS le dépôt de gaz combustibles liquéfiés actuellement situé rue Albert Moreau à DAMMARIE-lès-LYS

VU les plans fournis à l'appui de cette requête

VU le procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo dressé conformément à la législation en vigueur

VU les avis émis par :

l'Inspecteur des Etablissements Classés

le Directeur départemental de l'Equipement (Service de la Construction)

l'Inspecteur départemental des Services d'Incendie et de Secours

l'Ingénieur en Chef des Mines, Chef de l'Arrondissement Minéralogique de Paris I, Région Parisienne et Région du Centre

et par la Commission Consultative départementale des Hydrocarbures

SUR la proposition du Secrétaire Général de Seine-et-Marne

## ARRETE

### TITRE I - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

La Société P. PORTA dont le siège social est à MELUN, 28 rue Gambetta est autorisée <sup>ARTICLE 1er</sup> à transférer à VERT-SAINT-DENIS R.N. 5, section C n° 975 le dépôt de gaz combustibles liquéfiés situé actuellement rue Albert Moreau à Dammarie-lès-Lys.

Ce dépôt installé à l'air libre comprenant 780 bouteilles de 13 kg et 88 bouteilles de 35 kg soit au total 13 220 kg, relève de la 2ème classe par référence au N° 211 B II a de la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Les prescriptions particulières suivantes devront être observées :

- L'installation devra être conforme aux plans joints au dossier,
- le dépôt étant placé à 2 mètres seulement de la clôture de la propriété un mur de résistance suffisante devra être construit, d'au moins 1,20 m de hauteur et dépassant de 0,50 m la partie supérieure du stockage,
- les eaux de pluie tombant sur l'aire du dépôt devront être évacuées par des bouches spéciales munies de siphons afin d'empêcher les gaz, éventuellement répandus, de s'écouler dans les canalisations souterraines et les puits,
- les bouteilles seront rangées en lots, suivant leur capacité, la nature du gaz et leur état de remplissage. Les lots seront regroupés en groupes distants de 3 mètres l'un de l'autre et dont la capacité ne pourra excéder 12 500 kg,
- les camions de transport des bouteilles qui pénétreront dans l'enceinte du dépôt ne devront pas s'approcher à moins d'un mètre des récipients. Le moteur sera arrêté dès l'immobilisation du véhicule et pendant toute la durée du stationnement, sauf si le véhicule possède un engin de manutention commandé par le moteur. Dans ce cas, celui-ci sera obligatoirement un diesel à échappement vertical ;
- toute installation électrique placée à moins de 3 mètres du dépôt devra être du type étanche à l'immersion ou du type antidéflagrant,
- dans un rayon de 10 mètres autour du dépôt il n'existera aucun feu<sup>nu</sup> et il sera interdit d'entreposer des matières combustibles.

En ce qui concerne le danger d'incendie, la Société PORTA devra :

- Assurer la défense contre l'incendie par deux extincteurs de 6 kg à poudre,
- Contrôler périodiquement ce matériel,
- Instruire le personnel à l'usage des moyens de lutte contre l'incendie,
- Tenir à jour le registre de sécurité,
- Prévoir, à moins qu'il n'existe déjà, l'implantation d'un poteau d'incendie répondant à la norme S 61 213 à moins de 100 mètres de l'établissement.

\*

La Société intéressée devra, en outre, observer les prescriptions générales imposées aux établissements de même nature rangés dans la 3ème classe, par arrêté du 10 février 1965 pris en application de l'article 24 du 1er avril 1964 (textes joints).

\* Rédiger et afficher une consigne sur la conduite à tenir en cas d'incendie sur laquelle le numéro d'appel des sapeurs-pompiers sera inscrit en caractères apparents.

## TITRE II - HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS

**ARTICLE 2.- DISPOSITIONS GENERALES :** Le permissionnaire devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son exécution dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

**ARTICLE 3.-** Les conditions ci-dessus devront être réalisées dès la mise en fonctionnement de l'établissement qui ne pourra dépasser le délai de deux ans, à compter de la date du présent arrêté.

La présente autorisation sera périmée si l'établissement n'a pas été ouvert dans le délai fixé ci-dessus ou n'a pas été exploité pendant deux années consécutives, sauf dans le cas de force majeure (art. 20 du décret du 1er avril 1964)

**ARTICLE 4.-** Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions sus indiquées ainsi qu'à celles qui pourraient lui être prescrites ultérieurement par des arrêtés complémentaires dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques et de la commodité des voisins, la présente autorisation pourra être suspendue ou retirée sans indemnité.

**ARTICLE 5.-** Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage et du travail, toute extension de l'exploitation entraînant une modification notable des conditions imposées par l'arrêté d'autorisation, nécessitera une demande d'autorisation complémentaire qui doit être faite préalablement aux changements projetés (art. 31 du décret du 1er avril 1964).

**ARTICLE 6.-** Si l'établissement change d'exploitant le successeur ou son représentant sera tenu d'en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suivra la prise de possession.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers (art. 12 de la loi) Elle est délivrée dans le cadre de la législation sur les établissements classés et ne préjuge pas des décisions relevant d'autres domaines (permis de construire, occupation du domaine public, autorisation de défrichement... etc)

**ARTICLE 7.-** Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire par  
M. le ~~Maire de Vert-Saint-Denis~~

Un extrait énumérant les conditions imposées et faisant connaître qu'une copie de l'arrêté est déposée aux archives de la Mairie sera inséré par les soins du Maire et aux frais de l'industriel dans un journal d'annonces légales du département.

Un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette double formalité sera adressé à la Préfecture dans le moindre délai.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à  
M. 1. ~~Ingénieur en Chef des Mines, Chef de l'Arrondissement Minéralogique de Paris I~~  
Inspecteur des Etablissements Classés chargé de vérifier si les conditions ci-dessus indiquées ont été remplies exactement.

MELUN, le 29 octobre 1970

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Signé : Jean CLAUZEL

POUR AMPLIATION

Pour le Secrétaire Général et par délégation  
Le Chef de Division,



### Destinataires

- Le pétitionnaire
- le Maire de Vert-St-Denis
- le Sous préfet de Melun
- le Directeur départemental de la construction
- l'Inspecteur des établissements classés
- \* 1'Inspecteur départemental des Services d'Incendie et de Secours
- 1'Ingénieur en Chef des Mines, Chef de l'Arrondissement Minéralogique de Paris I